

KDI
Société par Actions Simplifiée au capital de 25 441 516,80 euros
Siège Social : 1 Mail de la Petite Espagne - 93210 SAINT-DENIS
352 645 501 RCS BOBIGNY

DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU 10 JUIN 2025

APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Le 10 juin 2025 à 10h, la société Anon France Holding, Société par Actions Simplifiée au capital social de 270 760 128,60 € dont le siège social est situé 1 Mail de la Petite Espagne – 93210 SAINT-DENIS, identifiée sous le numéro 352 645 501 RCS BOBIGNY, représentée par Monsieur Dietmar JÜRGES (JUERGES), Président de la SAS Anon France Holding, dûment habilitée aux présentes,

Agissant en qualité d'associé unique et de Président de la SAS KDI, reconnaît que :

- 1) Monsieur Dietmar JÜRGES (JUERGES), en sa qualité de Président de la personne morale Présidente, a établi les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et son rapport de gestion sur l'exercice 2024 ;
- 2) Le Commissaire aux Comptes, PWC Audit, a établi son rapport sur les comptes annuels ;
- 3) Ces comptes et ces rapports ont régulièrement été communiqués et le texte du projet des présentes décisions à l'Associé Unique ;
- 4) L'inventaire a été tenu à sa disposition au siège social ;
- 5) Lui ont été également communiqués les documents suivants :
 - un exemplaire des statuts de la Société,
 - la copie de la lettre de convocation adressée au Commissaire aux Comptes,
 - la copie de la lettre d'invitation adressée au Comité Social et Economique.

La société PWC Audit, Commissaire aux comptes, régulièrement convoquée, est absente et excusée.

Madame Séverine Le PELTIER, représentant le Comité Social et Economique, régulièrement convoquée, est présente.

Il est ensuite donné lecture du rapport du Président, puis Monsieur le Président de séance déclare la discussion ouverte.

Il informe les actionnaires que, depuis l'établissement de son rapport de gestion :

- la société KDI, principale société exploitante du groupe ANON FRANCE HOLDING, a cédé la totalité des actions de sa filiale KDI DAVUM, établie sur l'Ile de la Réunion, et dont elle était associé unique, en date du 20 mai 2025 ;



- la société KDI IMMOBILIER, filiale à 100% de la société KDI, détenant la quasi-totalité de l'immobilier du groupe ANON FRANCE HOLDING, a cédé, en date du 27 mai 2025, les deux biens immobiliers sis sur l'Ile de la Réunion, le premier exploité par la filiale KDI DAVUM sur la commune du PORT, et le second qui n'était plus exploité situé sur la commune de SAINTE-MARIE.

Personne ne demandant la parole, les résolutions suivantes sont soumises à l'Associé Unique.

PREMIERE DECISION - APPROBATION DES COMPTES

L'associé unique, la SAS ANON FRANCE HOLDING (anciennement Kloeckner Metals France Holding), après avoir pris connaissance des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et du rapport de gestion du Président sur l'exercice 2024, approuve, tels qu'ils ont été présentés, ces comptes se soldant par une perte de 20 296 746,03 €.

Il approuve également les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans le rapport de gestion du Président.

L'associé unique donne en conséquence à Monsieur Dietmar JÜRGES, ès qualités, quitus entier et sans réserve de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

Cette décision est adoptée par l'associé unique

DEUXIEME DECISION - CONSTATATION DES CAPITAUX PROPRES DEVENUS INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

L'associé unique, la SAS ANON FRANCE HOLDING (anciennement Kloeckner Metals France Holding), après examen de la situation de la Société telle qu'elle ressort des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024, constate que les capitaux propres de la Société sont devenus inférieurs à la moitié du capital social.

Cette décision est adoptée par l'associé unique

TROISIEME DECISION – AFFECTATION DU RESULTAT

Le Président décide de proposer à l'Associé unique d'affecter la perte de 20 296 746,03 € comme suit :

Affectation aux autres postes de réserves :	0,00 €
Affectation à la réserve légale :	0,00 €
Versement de dividendes :	0,00 €
Affectation au report à nouveau :	-20 296 746,03 €

Après cette affectation, le compte « Report à Nouveau » est porté de -11 538 869,44 € à -31 835 615,47 €.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est rappelé que

les dividendes mis en distribution au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

EXERCICE	NOMBRE D'ACTIONS	DIVIDENDE
2023	15 513 120	0 € par action
2022	15 513 120	0 € par action
2021	15 513 120	0 € par action

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, l'associé unique prend acte que le montant des charges non déductibles des résultats imposables s'élève pour 2024 de 125 678,37 € et l'impôt correspondant à 31 419,59 €.

Cette décision est adoptée par l'associé unique

QUATRIEME DECISION - CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L. 227-10 DU CODE DE COMMERCE

Aucune convention réglementée conclue au cours de l'exercice ni au cours d'un exercice antérieur et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice.

Cette décision est adoptée par l'associé unique

CINQUIEME DECISION – CONSTITUTION DE CAUTIONS, AVALS ET GARANTIES

L'associé unique confirme que le Président ne pourra, sans y être autorisé par une décision de l'associé unique, en application des statuts, délivrer des cautions, avals et garanties au nom de la Société au-delà de 2.300.000 € par opération à l'égard des tiers, la limitation à l'égard des filiales de la SAS KDI étant maintenue à 15.000.000 € par opération, cette limitation n'étant pas applicable à l'égard des administrations fiscales et douanières.

Cette autorisation est délivrée en tant que de besoin jusqu'à la décision de l'associé unique statuant sur l'approbation des comptes de l'exercice 2025.

Cette décision est adoptée par l'associé unique

SIXIEME DECISION – POUVOIRS EN VUE D'EFFECTUER LES FORMALITES LEGALES ET REGLEMENTAIRES DE PUBLICITE

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités légales et réglementaires de publicité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal, signé par l'associé unique.



PLAQUETTE ANNUELLE 2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Comptes annuels

CERTIFIÉ CONFORME
À L'ORIGINAL

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'D. L. J.', is written over the blue stamp.



Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2024	Net 31/12/2023
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	528 137	528 137		47 568
Fonds commercial (1)	4 688 937	4 688 936	1	1
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 791 401	615 619	2 175 782	2 152 551
Constructions	6 909 529	6 578 008	331 520	376 393
Installations techniques, matériel et outillage industriels	26 895 763	23 811 190	3 084 573	4 375 515
Autres immobilisations corporelles	9 132 397	8 668 554	463 843	707 564
Immobilisations corporelles en cours	589 105		589 105	66 396
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	91 312 359	9 250 327	82 062 032	79 818 531
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	436 540		436 540	
Autres immobilisations financières	1 278 284		1 278 284	1 031 681
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	144 562 452	54 140 772	90 421 680	88 576 200
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	68 101 008	5 267 740	62 833 268	53 957 053
Avances et acomptes versés sur commandes				886 890
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	44 201 073	915 508	43 285 565	39 232 834
Autres créances	2 777 183	368 777	2 408 407	6 535 652
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	15 200 954		15 200 954	1 222 823
Charges constatées d'avance (3)	1 242 088		1 242 088	3 000
TOTAL ACTIF CIRCULANT	131 522 306	6 552 025	124 970 281	101 838 252
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	276 084 757	60 692 796	215 391 961	190 414 452
(1) Dont droit au bail			12 196	12 196
(2) Dont à moins d'un an (brut)			436 540	
(3) Dont à plus d'un an (brut)				



Bilan passif

	31/12/2024	31/12/2023
CAPITAUX PROPRES		
Capital	25 441 517	25 441 517
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	1 353 223	1 353 223
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-11 538 869	25 711 229
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-20 296 746	-37 250 098
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	883 341	1 030 044
TOTAL CAPITAUX PROPRES	-4 157 535	16 285 913
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	1 999 948	2 246 072
Provisions pour charges	20 419 571	31 695 253
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	22 419 519	33 941 324
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)	138 808 686	86 215 343
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	486 702	1 000 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	47 516 079	39 971 421
Dettes fiscales et sociales	9 551 282	11 145 483
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	767 227	1 854 967
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	197 129 977	140 187 214
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	215 391 961	190 414 452
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	196 643 275	139 187 214
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		



Compte de résultat

	France	Exportations	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	233 362 063	1 052 940	234 415 003	257 492 272
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	4 336 260	9 840	4 346 100	5 003 254
Chiffre d'affaires net			238 761 102	262 495 526
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			16 178 903	18 740 835
Autres produits			13 518	20 002
Total produits d'exploitation (I)			254 953 524	281 256 363
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			197 998 278	195 476 315
Variations de stock			-5 757 185	16 318 246
Achats de matières premières et autres approvisionnements			283 984	463 780
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			40 457 567	46 186 361
Impôts, taxes et versements assimilés			4 776 646	3 242 110
Salaires et traitements			23 913 074	24 053 290
Charges sociales			9 174 741	9 897 413
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 251 539	1 967 886
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			224 310	
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			6 357 677	10 302 881
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			1 871 662	3 412 049
Autres charges			369 537	1 362 277
Total charges d'exploitation (II)			280 921 830	312 682 607
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			-25 968 306	-31 426 244
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)			2 646 938	13 736 213
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)			436 540	
Autres intérêts et produits assimilés (3)			387 687	1 778 063
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges			4 329 678	57 736
Différences positives de change			25	141
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			7 800 867	15 572 153
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			6 656 501	-119 157
Intérêts et charges assimilées (4)			1 533 589	7 926 419
Différences négatives de change			212	263
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			8 190 301	7 807 525
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-389 434	7 764 628
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			-26 357 740	-23 661 616



Compte de résultat (suite)

	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	638 321	2 000
Sur opérations en capital	1 548 417	28 800
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges	12 440 083	4 362 886
Total produits exceptionnels (VII)	14 626 821	4 393 686
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	6 034 106	2 979 594
Sur opérations en capital	2 364 813	320 617
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	166 908	14 681 958
Total charges exceptionnelles (VIII)	8 565 827	17 982 168
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	6 060 994	-13 588 482
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
Total des produits (I+III+V+VII)	277 381 212	301 222 202
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	297 677 958	338 472 300
BENEFICE OU PERTE	-20 296 746	-37 250 098
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées	3 083 478	15 262 379
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	1 374 178	1 079 532

PLAQUETTE ANNUELLE 2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe Aux Comptes Annuels

CERTIFIÉ CONFORME
À L'ORIGINAL





Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS KDI

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 215 391 961 €
et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte de 20 296 746 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 30/04/2025 par le Président.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'ANC homologuées par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général et modifié par les règlements ANC 2015-06, 2016-07, 2018-01, 2018-02 et 2019-09.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Une lettre de soutien financier a été signée le 4 mars 2025 par Hierros Anon SA couvrant une période de 12 mois à compter du jour de la signature de ladite lettre qui concerne Anon France Holding et ses filiales.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

À L'ORIGINAL



Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les Amortissements sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- * Aménagements des terrains : 50 ans
- * Constructions : 10 à 20 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de transport : 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 à 4 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Dépréciations

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière, si l'actif continue à être utilisé, est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Toutefois, lorsque la valeur actuelle n'est pas jugée notablement, c'est à dire de manière significative, inférieure à la valeur nette comptable, cette dernière est maintenue au bilan.

La comptabilisation d'une dépréciation modifie de manière prospective la base amortissable de l'actif déprécié.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen unitaire pondéré.

La société comptabilise une provision pour dépréciation des stocks de marchandises dès lors que la valeur de réalisation nette est inférieure au coût moyen d'achat pondéré.

Ainsi trois types de provision sont calculés :

- une provision pour obsolescence : la dépréciation des produits obsolètes ou endommagés identifiés dans les entrepôts est déterminée par référence au prix probable de réalisation.

- une provision pour rotation lente : la dépréciation est déterminée par un calcul statistique différencié par nature de marchandises (Fournitures Industrielles pour le Bâtiment et Produits Métallurgiques).

La rotation est appréciée au niveau de la société.

- une provision pour marge négative : la dépréciation est calculée à partir des prix de vente futurs estimés sur la base des informations



Règles et méthodes comptables

existantes à la date de clôture.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Les provisions pour litiges se rapportent à des litiges :

commerciaux : 0.3 M€

prud'hommes : 1.5 M€

Les "Autres provisions pour risques" concernent exclusivement les provisions pour restructuration liées aux PSE en cours à la clôture de l'exercice, et tels que mentionnés dans les faits caractéristiques.

AUTRES PROVISIONS

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

- PENSIONS ET RETRAITES :

Les engagements en matière de départ à la retraite (indemnités de fin de carrière et retraite complémentaire) sont comptabilisés sous forme de provision. Ils sont calculés annuellement par des actuaires indépendants en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Les changements d'hypothèses actuarielles qui affectent l'évaluation des obligations sont traités comme des gains et pertes actuariels, ils sont enregistrés en résultat de l'exercice de leur constatation.

Cette méthode est maintenue pour l'exercice 2024, conformément à la méthode dite "2" de la RECO n°2013-02 de l'ANC relative à l'évaluation et à la comptabilisation des engagements de retraite.

Le calcul de l'engagement est effectué sur les données fournies par la société. L'effectif éligibles aux indemnités de fin de carrière à décembre 2024 en CDI est de 501 personnes. Les statistiques sont établies pour l'ensemble des salariés inclus dans le calcul de l'engagement. Elles sont également établies par catégorie professionnelle.

Les changements d'hypothèses actuarielles qui affectent l'évaluation des obligations sont traités comme des gains et pertes actuariels, ils sont enregistrés en résultat de l'exercice de leur constatation.

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Les principes hypothèses actuarielles propres aux engagements de retraite :

Taux d'inflation : 2,00%

Taux d'actualisation : 3,45%

Progression future des salariées : Table B

Table de mortalité : INSEE 2018-19

Age de départ à la retraite : Réforme des retraites

Conditions de départ : Départ Volontaire

Taux de charges sociales : 46,69%



Règles et méthodes comptables

- MEDAILLES DU TRAVAIL :

L'engagement de la société en matière de médaille du travail, conformément à l'accord d'entreprise est comptabilisé dans les comptes, sous forme d'une provision, selon les calculs annuels réalisés par des actuaires indépendants d'après des hypothèses de calculs homogènes à celles prises dans le calcul des engagements de pension et d'indemnité de départ à la retraite.

Les principes hypothèses actuarielles propres aux engagements des médailles du Travail :

Taux d'inflation : 2,00%

Taux d'actualisation : 3,45%

Progression future des salariées : Table B

Table de mortalité : TV/TD 2018-20

Age de départ à la retraite : Réforme des retraites

Conditions de départ : Départ Volontaire

Taux de charges sociales : 46,69%

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Les coûts de restructuration sont positionnés dans le résultat exceptionnel.



Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Depuis le 7 mars 2024, Anon France Holding (nouvelle dénomination de Kloeckner metals France holding depuis le 27 mars 2024) est majoritairement détenue par la société espagnole HIERROS ANON SA.

KDI SAS (Nouvelle Dénomination de Kloeckner metals France depuis le 27 mars 2024) demeure la principale composante du Groupe Anon France Holding, en tant que telle, par son activité qui représente 74% de l'activité marchandise du Groupe, et par le réseau des filiales qu'elle porte.

En 2023, la société KDI a mis en œuvre un plan de sauvegarde de l'emploi visant à recentrer son activité sur 12 sites dont 3 plateformes logistiques nationales, 3 centres HAVB, 3 sites logistiques régionaux et 3 agences de proximité en région parisienne afin de tenter de permettre à l'entreprise de devenir compétitive et rentable de façon pérenne et durable, indépendamment des forts effets de cycles que peut subir le marché des commodités des aciers. En 2024, elle poursuit son déploiement. Parmi les 7 sites, 3 sites ont été fermés et vendus par KDI Immobilier SAS :

- Le site de Calais - 62 - vendu le 20/12/2023
- Le site de Blanquefort - 33 - vendu le 31/01/2024
- Le site de Maignane - 13 - vendu le 12/02/2024

Au 31/12/2024, une provision de restructuration est passée de 17 810K€ au 2 488K€ répartie :

- Provision plan emploi coûts sociaux 2 156K€
- Provision pour Restructuration autres 332K€.

Pour mémoire, il demeure un solde à payer de la provision de revitalisation Surtsey pour 244 K€

En complément, deux autres sites ont été également fermés et vendus par KDI Immobilier SAS pour :

- Le site de Woippy - 57 - vendu le 31/01/2024
- et le site de Poissy- 78 - indemnité pour expropriation le 17/05/2024



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	4 704 182			4 688 937
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	528 910		16 018	528 137
Immobilisations incorporelles	5 233 092		16 018	5 217 074
- Terrains	2 864 483	28 049	101 130	2 791 401
- Constructions sur sol propre	4 710 746		2 767	4 707 979
- Constructions sur sol d'autrui	1 096 983		1 082 319	14 663
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	3 089 923	70 713	973 750	2 186 887
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	31 484 516		4 588 753	26 895 763
- Installations générales, agencements aménagements divers	5 110 924		885 349	4 225 575
- Matériel de transport	163 311		30 045	133 266
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	5 020 386		246 830	4 773 555
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	66 396	589 105	66 396	589 105
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	53 607 667	687 867	7 977 340	46 318 194
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	82 412 358	8 969 681	69 681	91 312 359
- Autres titres immobilisés	30 117			
- Prêts et autres immobilisations financières	2 648 423	436 540	1 370 139	1 714 824
Immobilisations financières	85 090 898	9 406 221	1 439 820	93 027 183
ACTIF IMMOBILISE	143 931 658	10 094 088	9 433 178	144 562 452

Les titres de participation sont évalués au coût historique d'acquisition.

En 2005, la société a opté pour la comptabilisation des frais d'acquisition des titres directement en charges. Les frais d'acquisition sur titres sont retraités fiscalement le cas échéant.

Les titres de participation font l'objet d'une dépréciation lorsque le coût d'acquisition est supérieur à la valeur d'utilité. Ainsi pour déterminer la valeur d'utilité,

KDI prend en compte non seulement la situation nette de la filiale mais aussi d'autres éléments comme par exemple la valeur de marché du patrimoine immobilier fondée sur un rapport d'expert.



Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Fonds commercial

	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Global
apports 1963 et antérieurs			12 684	12 684
apports 1975			80 697	80 697
apports 1982 de DAVUM			23 000	23 000
apports 1997 de CHARTIER COUV RAT MEFI et CMO			261 124	261 124
BERAUD SUDREAU 1999			111 000	111 000
AGSO 1999			70 000	70 000
HARDY TORTUAUX 1999			138 000	138 000
CARDINAL 1999			21 000	21 000
CHAMPENOIS			122 000	122 000
CHARPE METAL 1999			8 000	8 000
CHARRE 1999			18 000	18 000
DESCHODT 1999			15 000	15 000
GRIMMEISSEN PS 1999			168 000	168 000
JEHANNO 1999			8 000	8 000
METALSITT 1999			23 000	23 000
PROMET 1999			67 000	67 000
LE PAGE ET CARON 1999			15 000	15 000
ADRIEN TARGE 2006			1 699 000	1 699 000
INTERMETAUX 2006			76 000	76 000
TESTAS 2006			488 000	488 000
SNPI 2009			311 432	311 432
			953 000	953 000
Total			4 688 937	4 688 937

Les fonds de commerce sont totalement amortis et dépréciés.

Le montant total des Amortissements & dépréciation des immobilisations incorporelles est de 4 676 741 € dont :

- Amortissements : 2 187 651 €
- Dépréciations : 2 489 090 €



Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Les titres de participation sont évalués au coût historique d'acquisition.

En 2005, la société a opté pour la comptabilisation des frais d'acquisition des titres directement en charges. Les frais d'acquisition sur titres sont retraités fiscalement le cas échéant.

Les titres de participation font l'objet d'une dépréciation lorsque le coût d'acquisition est supérieur à la valeur d'utilité. Ainsi pour déterminer la valeur d'utilité,

KDI prend en compte non seulement la situation nette de la filiale mais aussi d'autres éléments comme par exemple la valeur de marché du patrimoine immobilier fondée sur un rapport d'expert.

Liste des filiales et participations

Tableau réalisé en Kilo-euros

(1) Capital - (2) Capitaux propres autres que le capital - (3) Quote-part du capital détenue (en pourcentage)

(4) Valeur comptable brute des titres détenus - (5) Valeur comptable nette des titres détenus

(6) Prêts et avances consentis par l'entreprise et non encore remboursés - (7) Montants des cautions et avals donnés par l'entreprise

(8) Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé - (9) Résultat du dernier exercice clos

(10) Dividendes encaissés par l'entreprise au cours de l'exercice

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS SUR CHAQUE TITRE										
- Filiales (détenues à + 50 %)										
SAS KDI IMMOBILIER	44 580	45 820	100,00	66 545	66 545			5 775	22 199	2 647
SAS KDI DAVUM	752	2 766	100,00	11 187	3 518			8 443	-2 060	
SAS A T 2 T	1 110	10 889	100,00	13 581	11 782			37 053	-1 275	
- Participations (détenues entre 10 et 50%)										
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES TITRES										
- Autres filiales françaises										
- Autres filiales étrangères										
- Autres participations françaises										
- Autres participations étrangères										

Le montant total des dépréciations sur titres de participations s'élève à 9 250 327 €.



Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	2 202 896		15 245	2 187 651
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	481 343	47 568	773	528 137
Immobilisations incorporelles	2 684 239	47 568	16 018	2 715 789
- Terrains	711 931	4 818	101 130	615 619
- Constructions sur sol propre	4 633 172	77 573	2 767	4 707 979
- Constructions sur sol d'autrui	1 096 983		1 082 319	14 663
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	2 791 104	38 012	973 750	1 855 366
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	27 109 001	897 729	4 419 850	23 586 881
- Installations générales, agencements aménagements divers	4 572 366	103 792	829 285	3 846 873
- Matériel de transport	163 311		30 045	133 266
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 851 380	82 047	245 012	4 688 414
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	45 929 248	1 203 971	7 684 158	39 449 062
ACTIF IMMOBILISE	48 613 487	1 251 539	7 700 176	42 164 850



Notes sur le bilan

Actif circulant

Stocks

Les flux s'analysent comme suit :

	A la fin de l'exercice	Au début de l'exercice	Augmentation des stocks	Diminution des stocks
Marchandises				
Marchandises revendues en l'état	68 101 008	62 301 369	5 799 638	
Approvisionnements				
Matières premières				
Autres approvisionnements				
Total I	68 101 008	62 301 369	5 799 638	
Production				
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Produits résiduels				
Autres				
Total II				
Production en cours				
Produits				
Travaux				
Etudes				
Prestations de services				
Autres				
Total III				
Production stockée				



Notes sur le bilan

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 49 935 169 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	436 540	436 540	
Autres	1 278 284		1 278 284
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	44 201 073	44 201 073	
Autres	2 777 183	2 777 183	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	1 242 088	1 242 088	
Total	49 935 169	48 656 885	1 278 284
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Intérêts courus sur prêts	436 540
clients factures ventes à établir	12 100
FNP s/ABT	44 973
rabais à recevoir (provision)	834 340
Total	1 327 953



Notes sur le bilan

Dépréciation des stocks

Tableau des dépréciations par catégorie :

	Montant
dépréciation pour obsolescence	2 505 808
dépréciation pour rotation lente	2 761 932
TOTAL	5 267 740

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 25 441 516,80 € décomposé en 15 513 120 titres d'une valeur nominale de 1,64 €.

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 05/06/2024.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	25 711 229
Résultat de l'exercice précédent	-37 250 098
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	-11 538 869
Affectations aux réserves	
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	-11 538 869
Total des affectations	-11 538 869



Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2024	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2024
Capital	25 441 517				25 441 517
Réserve légale	1 353 223				1 353 223
Report à Nouveau	25 711 229	-37 250 098			-11 538 869
Résultat de l'exercice	-37 250 098	37 250 098	-20 296 746		-20 296 746
Provisions réglementées	1 030 044		30 849	177 551	883 341
Total Capitaux Propres	16 285 913		-20 265 897	177 551	-4 157 535

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	1 030 044	30 849	177 551	883 341
Prêts d'installation				
Autres provisions				
Total	1 030 044	30 849	177 551	883 341
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles		30 849	177 551	

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	1 861 720	398 000	166 191	285 756	1 807 772
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	16 836 714	1 358 498	507 707		17 687 505
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	15 242 890	136 059	8 150 411	4 304 296	2 924 242
Total	33 941 324	1 892 557	8 824 310	4 590 052	22 419 519
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		1 494 557	8 658 118	285 756	
Financières					
Exceptionnelles		398 000	166 191	4 304 296	

Les provisions pour litiges se rapportent à des litiges :

commerciaux : 0.3 M€

prud'hommaux : 1.5 M€

Les "Autres provisions pour risques" concernent exclusivement les provisions pour restructuration liées aux PSE en cours à la clôture de l'exercice, et tels que mentionnés dans les faits caractéristiques.

Au titre de 2024, la provision pour restructuration 2023 est passée de 14 586 K€ à 2 488 K€, constant ainsi les variations suivantes :

- une dotation de 136 K€
- une reprise de provision utilisé de 7 930 K€
- et une reprise de provision non utilisée de 4 304 K€.

AUTRES PROVISIONS

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.



Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 196 643 275 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	138 808 686	138 808 686		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	47 516 079	47 516 079		
Dettes fiscales et sociales	9 551 282	9 551 282		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	767 227	767 227		
Produits constatés d'avance				
Total	196 643 275	196 643 275		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés	138 776 292			

Les autres dettes liées au groupe se rapportent à un compte courant de trésorerie qui est classé en "Emprunts et dettes financières diverses" au passif du bilan.

Le poste "Dettes fournisseurs et comptes rattachés" inclut également 1.6 M€ de dettes liées au Groupe



Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
four fact non parv.-frais généraux	8 176 470
four factures non parvenues-marchan	14 677 138
rabais bonus partenaire	18 520
intérêts courus/autres emprunts & d	32 395
provision pour congés payées	1 782 407
PROV RTT RELIQUAT	265 977
charges à payer participation des s	
autres charges à payer	81 233
RC à payer	45 883
primes à payer - bonus - motivation	924 156
provision Compte Epargne Temps	735 189
ORGANIC (CSS) à payer	353 131
S/PROV CP	814 025
CHS RTT RELIQUAT	121 472
CS sur RC à payer	20 955
prov charges soc/primes à payer-bon	379 109
provision charges sociales/provisio	335 761
Etat-autres charges fiscales à paye	127 092
Taxe d apprentissage	16 783
Taxe formation professionnelle	15 745
Effort construction	100 055
Etat charge à payer CVAE	1 615
RRR à acc et avoir à établir(BFA) p	74 699
Provision pour RRR Clients	614 500
Total	29 714 310

Autres informations

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance 2024	1 242 088		
Total	1 242 088		



Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2024
Produits métallurgiques	232 849 000
Fournitures Industrielles	5 912 102
TOTAL	238 761 102

Charges et produits d'exploitation et financiers

Résultat financier

	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers de participation	2 646 938	13 736 213
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	436 540	
Autres intérêts et produits assimilés	387 687	1 778 063
Reprises sur provisions et transferts de charge	4 329 678	57 736
Différences positives de change	25	141
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	7 800 867	15 572 153
Dotations financières aux amortissements et provisions	6 656 501	-119 157
Intérêts et charges assimilées	1 533 589	7 926 419
Différences négatives de change	212	263
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	8 190 301	7 807 525
Résultat financier	-389 434	7 764 628

Transferts de charges d'exploitation et financières

Les transferts de charges d'exploitation figurant au compte de résultat pour 7 897 K€ se rapportent à :

- Coûts de restructuration :	5 849 K€
- Autres frais liés au personnel :	78 K€
- Indemnités d'assurance :	1 970 K€



Notes sur le compte de résultat

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Résultat exceptionnel

	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	638 321	2 000
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 548 417	28 800
Reprises sur provisions et transferts de charge	12 440 083	4 362 886
Total des produits exceptionnels	14 626 821	4 393 686
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	6 034 106	2 979 594
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 364 813	320 617
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	166 908	14 681 958
Total des charges exceptionnelles	8 565 827	17 982 168
Résultat exceptionnel	6 060 994	-13 588 482

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	127 876	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 906 229	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	256 073	
Autres charges	2 108 740	
Amortissements dérogatoires	30 849	
Provisions pour risques et charges	136 059	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		638 321
Produits des cessions d'éléments d'actif		1 548 417
Amortissements dérogatoires		177 551
Provisions pour risques et charges		7 933 250
Provisions pour dépréciation		4 329 281
TOTAL	8 565 827	14 626 821

CHARGES EXCEPTIONNELLES :

Le poste "Autres charges exceptionnelles sur opération de gestion" : 6 M€ est principalement constitué des coûts de restructuration hors coûts de personnel.

Le poste "Autres charges" : 2 M€ est principalement constitué des indemnités salariales liées à la restructuration.

PRODUITS EXCEPTIONNELS :



Notes sur le compte de résultat

Le poste "Reprise de provisions" : 12 M€ se rapporte à la reprise sur provisions liées au PSE dont 7M€ de coûts sociaux.

Résultat et impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant Impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après Impôt
+ Résultat courant	-26 357 740		-26 357 740
+ Résultat exceptionnel	6 060 994		6 060 994
- Participations des salariés			
Résultat comptable	-20 296 746		-20 296 746
(*) comporte les crédits d'impôt (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			



Notes sur le compte de résultat

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés de 25 %, fait ressortir une créance future d'un montant de 1 063 820 €. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	883 341
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	883 341
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	5 138 621
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	5 138 621
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Montant de la créance future	1 063 820
(A - B - C - D) * 25 %	

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 04/01/1999, la société SAS KDI est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS ANON FRANCE HOLDING, 1 Mail de la Petite Espagne 932210 SAINT DENIS.

La société est intégrée fiscalement dans le cadre du régime de groupe constitué en application des articles 223A et suivants du CGI.

Dans le cadre de cette intégration, les relations entre la société tête de groupe KDI sont réglées par une convention signée le 4 janvier 1999, qui a été renouvelée par tacite reconduction.

Le principe général retenu dans cette convention peut être résumé comme suit :

. Les sociétés intégrées seront toujours, dans la mesure du possible, replacées dans une situation patrimoniale identique à celle qui aurait été la leur

si le régime d'intégration n'avait pas existé.

. Toutes les charges complémentaires résultant de l'application du régime seront à la charge de la société tête de groupe, celle-ci bénéficiant, en contrepartie,

des économies que le régime pourra générer.



Notes sur le compte de résultat

Déficits reportables

	Dans le cadre de l'intégration fiscale	Dans le cadre d'une imposition séparée
(A) - Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent		436 748 600
(B) - Déficits imputés		
(C) - Déficits reportables (A-B)		436 748 600
(D) - Déficits nés au titre de l'exercice		24 490 557
(E) - Total des déficits restant à reporter (C+D)		461 239 157



Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

Le 3 octobre 2024, KDI a communiqué par courrier à l'ensemble des Collaborateurs de KDI Davum de son intention de vendre la société KDI Davum.

Le 12 novembre 2024, les sociétés KDI et KDI IMMOBILIER ont accepté une lettre d'intention d'achat de la société KDI DAVUM.

La société a transféré son siège social d'AUBERVILLIERS (93) - 173/179 boulevard Félix-Faure, à SAINT-DENIS (93) - 1 Mail de la Petite Espagne à effet du 1er janvier 2025.

Effectif

Effectif moyen du personnel : 501 personnes dont 20 apprentis.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	113	
Agents de maîtrise et techniciens	174	
Employés	116	
Ouvriers	98	
Total	501	

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : HIERROS ANON

Forme : SA

SIREN : A15077704

Au capital de : 60 101 euros

Adresse du siège social :

Paseo del club Deportivo 1, Edificio 15A, planta 1
28223 Pozuelo de Alarcon – ESPAGNE



Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
<i>Cautions sur marchés</i>	64 942
<i>Garanties Internationales</i>	220 000
Avals et cautions	284 942
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	284 942
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	



Autres informations

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
<i>Cautions reçues de la clientèle</i>	2 072 337
Avals et cautions	2 072 337
Autres engagements reçus	
Total	2 072 337
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de sûretés réelles	

KDI

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2024)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

A l'Associé unique

KDI

1 Mail de la Petite Espagne

93210 LA PLAINE SAINT-DENIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société KDI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Montpellier.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Règles Générales » de l'annexe aux comptes annuels qui mentionne le soutien financier accordé par la société mère justifiant l'application du principe de continuité d'exploitation.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des

comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 6 juin 2025

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit



Fabienne Lavanant

PLAQUETTE ANNUELLE 2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Comptes annuels



Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2024	Net 31/12/2023
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	528 137	528 137		47 568
Fonds commercial (1)	4 688 937	4 688 936	1	1
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 791 401	615 619	2 175 782	2 152 551
Constructions	6 909 529	6 578 008	331 520	376 393
Installations techniques, matériel et outillage industriels	26 895 763	23 811 190	3 084 573	4 375 515
Autres immobilisations corporelles	9 132 397	8 668 554	463 843	707 564
Immobilisations corporelles en cours	589 105		589 105	66 396
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	91 312 359	9 250 327	82 062 032	79 818 531
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	436 540		436 540	
Autres immobilisations financières	1 278 284		1 278 284	1 031 681
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	144 562 452	54 140 772	90 421 680	88 576 200
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	68 101 008	5 267 740	62 833 268	53 957 053
Avances et acomptes versés sur commandes				886 890
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	44 201 073	915 508	43 285 565	39 232 834
Autres créances	2 777 183	368 777	2 408 407	6 535 652
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	15 200 954		15 200 954	1 222 823
Charges constatées d'avance (3)	1 242 088		1 242 088	3 000
TOTAL ACTIF CIRCULANT	131 522 306	6 552 025	124 970 281	101 838 252
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	276 084 757	60 692 796	215 391 961	190 414 452
(1) Dont droit au bail			12 196	12 196
(2) Dont à moins d'un an (brut)			436 540	
(3) Dont à plus d'un an (brut)				



Bilan passif

	31/12/2024	31/12/2023
CAPITAUX PROPRES		
Capital	25 441 517	25 441 517
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	1 353 223	1 353 223
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-11 538 869	25 711 229
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-20 296 746	-37 250 098
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	883 341	1 030 044
TOTAL CAPITAUX PROPRES	-4 157 535	16 285 913
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	1 999 948	2 246 072
Provisions pour charges	20 419 571	31 695 253
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	22 419 519	33 941 324
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)	138 808 686	86 215 343
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	486 702	1 000 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	47 516 079	39 971 421
Dettes fiscales et sociales	9 551 282	11 145 483
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	767 227	1 854 967
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	197 129 977	140 187 214
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	215 391 961	190 414 452
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	196 643 275	139 187 214
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	233 362 063	1 052 940	234 415 003	257 492 272
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	4 336 260	9 840	4 346 100	5 003 254
Chiffre d'affaires net			238 761 102	262 495 526
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			16 178 903	18 740 835
Autres produits			13 518	20 002
Total produits d'exploitation (I)			254 953 524	281 256 363
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			197 998 278	195 476 315
Variations de stock			-5 757 185	16 318 246
Achats de matières premières et autres approvisionnements			283 984	463 780
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			40 457 567	46 186 361
Impôts, taxes et versements assimilés			4 776 646	3 242 110
Salaires et traitements			23 913 074	24 053 290
Charges sociales			9 174 741	9 897 413
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 251 539	1 967 886
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			224 310	
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			6 357 677	10 302 881
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			1 871 662	3 412 049
Autres charges			369 537	1 362 277
Total charges d'exploitation (II)			280 921 830	312 682 607
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			-25 968 306	-31 426 244
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)			2 646 938	13 736 213
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)			436 540	
Autres intérêts et produits assimilés (3)			387 687	1 778 063
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges			4 329 678	57 736
Différences positives de change			25	141
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			7 800 867	15 572 153
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			6 656 501	-119 157
Intérêts et charges assimilées (4)			1 533 589	7 926 419
Différences négatives de change			212	263
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			8 190 301	7 807 525
RESULTAT FINANCIER (V-IV)			-389 434	7 764 628
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			-26 357 740	-23 661 616

Compte de résultat (suite)

	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	638 321	2 000
Sur opérations en capital	1 548 417	28 800
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges	12 440 083	4 362 886
Total produits exceptionnels (VII)	14 626 821	4 393 686
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	6 034 106	2 979 594
Sur opérations en capital	2 364 813	320 617
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	166 908	14 681 958
Total charges exceptionnelles (VIII)	8 565 827	17 982 168
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	6 060 994	-13 588 482
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
Total des produits (I+III+V+VII)	277 381 212	301 222 202
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	297 677 958	338 472 300
BENEFICE OU PERTE	-20 296 746	-37 250 098
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées	3 083 478	15 262 379
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	1 374 178	1 079 532

PLAQUETTE ANNUELLE 2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe Aux Comptes Annuels

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS KDI

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 215 391 961 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte de 20 296 746 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 30/04/2025 par le Président.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'ANC homologuées par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général et modifié par les règlements ANC 2015-06, 2016-07, 2018-01, 2018-02 et 2019-09.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Une lettre de soutien financier a été signée le 4 mars 2025 par Hierros Anon SA couvrant une période de 12 mois à compter du jour de la signature de ladite lettre qui concerne Anon France Holding et ses filiales.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les Amortissements sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- * Aménagements des terrains : 50 ans
- * Constructions : 10 à 20 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de transport : 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 à 4 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Dépréciations

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière, si l'actif continue à être utilisé, est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Toutefois, lorsque la valeur actuelle n'est pas jugée notablement, c'est à dire de manière significative, inférieure à la valeur nette comptable, cette dernière est maintenue au bilan.

La comptabilisation d'une dépréciation modifie de manière prospective la base amortissable de l'actif déprécié.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen unitaire pondéré.

La société comptabilise une provision pour dépréciation des stocks de marchandises dès lors que la valeur de réalisation nette est inférieure au coût moyen d'achat pondéré.

Ainsi trois types de provision sont calculés :

- une provision pour obsolescence : la dépréciation des produits obsolètes ou endommagés identifiés dans les entrepôts est déterminée par référence au prix probable de réalisation.

- une provision pour rotation lente : la dépréciation est déterminée par un calcul statistique différencié par nature de marchandises (Fournitures Industrielles pour le Bâtiment et Produits Métallurgiques).

La rotation est appréciée au niveau de la société.

- une provision pour marge négative : la dépréciation est calculée à partir des prix de vente futurs estimés sur la base des informations

Règles et méthodes comptables

existantes à la date de clôture.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Les provisions pour litiges se rapportent à des litiges :

commerciaux : 0.3 M€

prud'hommaux : 1.5 M€

Les "Autres provisions pour risques" concernent exclusivement les provisions pour restructuration liées aux PSE en cours à la clôture de l'exercice, et tels que mentionnés dans les faits caractéristiques.

AUTRES PROVISIONS

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

- PENSIONS ET RETRAITES :

Les engagements en matière de départ à la retraite (indemnités de fin de carrière et retraite complémentaire) sont comptabilisés sous forme de provision. Ils sont calculés annuellement par des actuaires indépendants en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Les changements d'hypothèses actuarielles qui affectent l'évaluation des obligations sont traités comme des gains et pertes actuariels, ils sont enregistrés en résultat de l'exercice de leur constatation.

Cette méthode est maintenue pour l'exercice 2024, conformément à la méthode dite "2" de la RECO n°2013-02 de l'ANC relative à l'évaluation et à la comptabilisation des engagements de retraite.

Le calcul de l'engagement est effectué sur les données fournies par la société. L'effectif éligibles aux indemnités de fin de carrière à décembre 2024 en CDI est de 501 personnes. Les statistiques sont établies pour l'ensemble des salariés inclus dans le calcul de l'engagement. Elles sont également établies par catégorie professionnelle.

Les changements d'hypothèses actuarielles qui affectent l'évaluation des obligations sont traités comme des gains et pertes actuariels, ils sont enregistrés en résultat de l'exercice de leur constatation.

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Les principes hypothèses actuarielles propres aux engagements de retraite :

Taux d'inflation : 2,00%

Taux d'actualisation : 3,45%

Progression future des salariées : Table B

Table de mortalité : INSEE 2018-19

Age de départ à la retraite : Réforme des retraites

Conditions de départ : Départ Volontaire

Taux de charges sociales : 46,69%

Règles et méthodes comptables

- MEDAILLES DU TRAVAIL :

L'engagement de la société en matière de médaille du travail, conformément à l'accord d'entreprise est comptabilisé dans les comptes, sous forme d'une provision, selon les calculs annuels réalisés par des actuaires indépendants d'après des hypothèses de calculs homogènes à celles prises dans le calcul des engagements de pension et d'indemnité de départ à la retraite.

Les principes hypothèses actuarielles propres aux engagements des médailles du Travail :

Taux d'inflation : 2,00%

Taux d'actualisation : 3,45%

Progression future des salariées : Table B

Table de mortalité : TV/TD 2018-20

Age de départ à la retraite : Réforme des retraites

Conditions de départ : Départ Volontaire

Taux de charges sociales : 46,69%

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Les coûts de restructuration sont positionnés dans le résultat exceptionnel.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Depuis le 7 mars 2024, Anon France Holding (nouvelle dénomination de Kloeckner metals France holding depuis le 27 mars 2024) est majoritairement détenue par la société espagnole HIERROS ANON SA.

KDI SAS (Nouvelle Dénomination de Kloeckner metals France depuis le 27 mars 2024) demeure la principale composante du Groupe Anon France Holding, en tant que telle, par son activité qui représente 74% de l'activité marchandise du Groupe, et par le réseau des filiales qu'elle porte.

En 2023, la société KDI a mis en oeuvre un plan de sauvegarde de l'emploi visant à recentrer son activité sur 12 sites dont 3 plateformes logistiques nationales, 3 centres HAVB, 3 sites logistiques régionaux et 3 agences de proximité en région parisienne afin de tenter de permettre à l'entreprise de devenir compétitive et rentable de façon pérenne et durable, indépendamment des forts effets de cycles que peut subir le marché des commodités des aciers. En 2024, elle poursuit son déploiement. Parmi les 7 sites, 3 sites ont été fermés et vendus par KDI Immobilier SAS :

- Le site de Calais - 62 - vendu le 20/12/2023
- Le site de Blanquefort - 33 - vendu le 31/01/2024
- Le site de Marignane - 13 - vendu le 12/02/2024

Au 31/12/2024, une provision de restructuration est passée de 17 810K€ au 2 488K€ répartie :

- Provision plan emploi coûts sociaux 2 156K€
- Provision pour Restructuration autres 332K€.

Pour mémoire, il demeure un solde à payer de la provision de revitalisation Surtsey pour 244 K€

En complément, deux autres sites ont été également fermés et vendus par KDI Immobilier SAS pour :

- Le site de Woippy - 57 - vendu le 31/01/2024
- et le site de Poissy- 78 - indemnité pour expropriation le 17/05/2024

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	4 704 182			4 688 937
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	528 910		16 018	528 137
Immobilisations incorporelles	5 233 092		16 018	5 217 074
- Terrains	2 864 483	28 049	101 130	2 791 401
- Constructions sur sol propre	4 710 746		2 767	4 707 979
- Constructions sur sol d'autrui	1 096 983		1 082 319	14 663
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	3 089 923	70 713	973 750	2 186 887
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	31 484 516		4 588 753	26 895 763
- Installations générales, agencements aménagements divers	5 110 924		885 349	4 225 575
- Matériel de transport	163 311		30 045	133 266
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	5 020 386		246 830	4 773 555
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	66 396	589 105	66 396	589 105
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	53 607 667	687 867	7 977 340	46 318 194
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	82 412 358	8 969 681	69 681	91 312 359
- Autres titres immobilisés	30 117			
- Prêts et autres immobilisations financières	2 648 423	436 540	1 370 139	1 714 824
Immobilisations financières	85 090 898	9 406 221	1 439 820	93 027 183
ACTIF IMMOBILISE	143 931 658	10 094 088	9 433 178	144 562 452

Les titres de participation sont évalués au coût historique d'acquisition.

En 2005, la société a opté pour la comptabilisation des frais d'acquisition des titres directement en charges. Les frais d'acquisition sur titres sont retraités fiscalement le cas échéant.

Les titres de participation font l'objet d'une dépréciation lorsque le coût d'acquisition est supérieur à la valeur d'utilité. Ainsi pour déterminer la valeur d'utilité,

KDI prend en compte non seulement la situation nette de la filiale mais aussi d'autres éléments comme par exemple la valeur de marché du patrimoine immobilier fondée sur un rapport d'expert.

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Fonds commercial

	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Global
apports 1963 et antérieurs			12 684	12 684
apports 1975			80 697	80 697
apports 1982 de DAVUM			23 000	23 000
apports 1997 de CHARTIER COUVRAT MEFI et CMO			261 124	261 124
BERAUD SUDREAU 1999			111 000	111 000
AGSO 1999			70 000	70 000
HARDY TORTUAUX 1999			138 000	138 000
CARDINAL 1999			21 000	21 000
CHAMPENOIS			122 000	122 000
CHARPE METAL 1999			8 000	8 000
CHARRE 1999			18 000	18 000
DESCHODT 1999			15 000	15 000
GRIMMEISSEN PS 1999			168 000	168 000
JEHANNO 1999			8 000	8 000
METALSITT 1999			23 000	23 000
PROMET 1999			67 000	67 000
LE PAGE ET CARON 1999			15 000	15 000
ADRIEN TARGE 2006			1 699 000	1 699 000
INTERMETAUX 2006			76 000	76 000
TESTAS 2006			488 000	488 000
SNPI 2009			311 432	311 432
			953 000	953 000
Total			4 688 937	4 688 937

Les fonds de commerce sont totalement amortis et dépréciés.

Le montant total des Amortissements & dépréciation des immobilisations incorporelles est de 4 676 741 € dont :

- Amortissements : 2 187 651 €

- Dépréciations : 2 489 090 €

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Les titres de participation sont évalués au coût historique d'acquisition.

En 2005, la société a opté pour la comptabilisation des frais d'acquisition des titres directement en charges. Les frais d'acquisition sur titres sont retraités fiscalement le cas échéant.

Les titres de participation font l'objet d'une dépréciation lorsque le coût d'acquisition est supérieur à la valeur d'utilité. Ainsi pour déterminer la valeur d'utilité,

KDI prend en compte non seulement la situation nette de la filiale mais aussi d'autres éléments comme par exemple la valeur de marché du patrimoine immobilier fondée sur un rapport d'expert.

Liste des filiales et participations

Tableau réalisé en Kilo-euros

(1) Capital - (2) Capitaux propres autres que le capital - (3) Quote-part du capital détenue (en pourcentage)

(4) Valeur comptable brute des titres détenus - (5) Valeur comptable nette des titres détenus

(6) Prêts et avances consentis par l'entreprise et non encore remboursés - (7) Montants des cautions et avals donnés par l'entreprise

(8) Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé - (9) Résultat du dernier exercice clos

(10) Dividendes encaissés par l'entreprise au cours de l'exercice

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS SUR CHAQUE TITRE										
- Filiales (détenues à + 50 %)										
SAS KDI IMMOBILIER	44 580	45 820	100,00	66 545	66 545			5 775	22 199	2 647
SAS KDI DAVUM	752	2 766	100,00	11 187	3 518			8 443	-2 060	
SAS A T 2 T	1 110	10 889	100,00	13 581	11 782			37 053	-1 275	
- Participations (détenues entre 10 et 50%)										
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES TITRES										
- Autres filiales françaises										
- Autres filiales étrangères										
- Autres participations françaises										
- Autres participations étrangères										

Le montant total des dépréciations sur titres de participations s'élève à 9 250 327 €.

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	2 202 896		15 245	2 187 651
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	481 343	47 568	773	528 137
Immobilisations incorporelles	2 684 239	47 568	16 018	2 715 789
- Terrains	711 931	4 818	101 130	615 619
- Constructions sur sol propre	4 633 172	77 573	2 767	4 707 979
- Constructions sur sol d'autrui	1 096 983		1 082 319	14 663
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	2 791 104	38 012	973 750	1 855 366
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	27 109 001	897 729	4 419 850	23 586 881
- Installations générales, agencements aménagements divers	4 572 366	103 792	829 285	3 846 873
- Matériel de transport	163 311		30 045	133 266
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 851 380	82 047	245 012	4 688 414
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	45 929 248	1 203 971	7 684 158	39 449 062
ACTIF IMMOBILISE	48 613 487	1 251 539	7 700 176	42 164 850



Notes sur le bilan

Actif circulant

Stocks

Les flux s'analysent comme suit :

	A la fin de l'exercice	Au début de l'exercice	Augmentation des stocks	Diminution des stocks
Marchandises				
Marchandises revendues en l'état	68 101 008	62 301 369	5 799 638	
Approvisionnements				
Matières premières				
Autres approvisionnements				
Total I	68 101 008	62 301 369	5 799 638	
Production				
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Produits résiduels				
Autres				
Total II				
Production en cours				
Produits				
Travaux				
Etudes				
Prestations de services				
Autres				
Total III				
Production stockée				



Notes sur le bilan

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 49 935 169 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	436 540	436 540	
Autres	1 278 284		1 278 284
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	44 201 073	44 201 073	
Autres	2 777 183	2 777 183	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	1 242 088	1 242 088	
Total	49 935 169	48 656 885	1 278 284
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Intérêts courus sur prêts	436 540
clients factures ventes à établir	12 100
FNP s/ABT	44 973
rabais à recevoir (provision)	834 340
Total	1 327 953



Notes sur le bilan

Dépréciation des stocks

Tableau des dépréciations par catégorie :

	Montant
dépréciation pour obsolescence	2 505 808
dépréciation pour rotation lente	2 761 932
TOTAL	5 267 740

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 25 441 516,80 € décomposé en 15 513 120 titres d'une valeur nominale de 1,64 €.

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 05/06/2024.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	25 711 229
Résultat de l'exercice précédent	-37 250 098
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	-11 538 869
Affectations aux réserves	
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	-11 538 869
Total des affectations	-11 538 869



Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2024	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2024
Capital	25 441 517				25 441 517
Réserve légale	1 353 223				1 353 223
Report à Nouveau	25 711 229	-37 250 098			-11 538 869
Résultat de l'exercice	-37 250 098	37 250 098	-20 296 746		-20 296 746
Provisions réglementées	1 030 044		30 849	177 551	883 341
Total Capitaux Propres	16 285 913		-20 265 897	177 551	-4 157 535

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	1 030 044	30 849	177 551	883 341
Prêts d'installation				
Autres provisions				
Total	1 030 044	30 849	177 551	883 341
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles		30 849	177 551	

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	1 861 720	398 000	166 191	285 756	1 807 772
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	16 836 714	1 358 498	507 707		17 687 505
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	15 242 890	136 059	8 150 411	4 304 296	2 924 242
Total	33 941 324	1 892 557	8 824 310	4 590 052	22 419 519
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		1 494 557	8 658 118	285 756	
Financières					
Exceptionnelles		398 000	166 191	4 304 296	

Les provisions pour litiges se rapportent à des litiges :

commerciaux : 0.3 M€

prud'hommaux : 1.5 M€

Les "Autres provisions pour risques" concernent exclusivement les provisions pour restructuration liées aux PSE en cours à la clôture de l'exercice, et tels que mentionnés dans les faits caractéristiques.

Au titre de 2024, la provision pour restructuration 2023 est passée de 14 586 K€ à 2 488 K€, constant ainsi les variations suivantes :

- une dotation de 136 K€
- une reprise de provision utilisé de 7 930 K€
- et une reprise de provision non utilisée de 4 304 K€.

AUTRES PROVISIONS

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 196 643 275 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	138 808 686	138 808 686		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	47 516 079	47 516 079		
Dettes fiscales et sociales	9 551 282	9 551 282		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	767 227	767 227		
Produits constatés d'avance				
Total	196 643 275	196 643 275		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés	138 776 292			

Les autres dettes liées au groupe se rapportent à un compte courant de trésorerie qui est classé en "Emprunts et dettes financières diverses" au passif du bilan.

Le poste "Dettes fournisseurs et comptes rattachés" inclut également 1.6 M€ de dettes liées au Groupe



Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
four fact non parv.-frais généraux	8 176 470
four factures non parvenues-marchan	14 677 138
rabais bonus partenaire	18 520
intérêts courus/autres emprunts & d	32 395
provision pour congés payées	1 782 407
PROV RTT RELIQUAT	265 977
charges à payer participation des s	
autres charges à payer	81 233
RC à payer	45 883
primes à payer - bonus - motivation	924 156
provision Compte Epargne Temps	735 189
ORGANIC (CSS) à payer	353 131
S/PROV CP	814 025
CHS RTT RELIQUAT	121 472
CS sur RC à payer	20 955
prov charges soc/primes à payer-bon	379 109
provision charges sociales/provisio	335 761
Etat-autres charges fiscales à paye	127 092
Taxe d apprentissage	16 783
Taxe formation professionnelle	15 745
Effort construction	100 055
Etat charge à payer CVAE	1 615
RRR à acc et avoir à établir(BFA) p	74 699
Provision pour RRR Clients	614 500
Total	29 714 310

Autres informations

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance 2024	1 242 088		
Total	1 242 088		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2024
Produits métallurgiques	232 849 000
Fournitures Industrielles	5 912 102
TOTAL	238 761 102

Charges et produits d'exploitation et financiers

Résultat financier

	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers de participation	2 646 938	13 736 213
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	436 540	
Autres intérêts et produits assimilés	387 687	1 778 063
Reprises sur provisions et transferts de charge	4 329 678	57 736
Différences positives de change	25	141
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	7 800 867	15 572 153
Dotations financières aux amortissements et provisions	6 656 501	-119 157
Intérêts et charges assimilées	1 533 589	7 926 419
Différences négatives de change	212	263
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	8 190 301	7 807 525
Résultat financier	-389 434	7 764 628

Transferts de charges d'exploitation et financières

Les transferts de charges d'exploitation figurant au compte de résultat pour 7 897 K€ se rapportent à :

- Coûts de restructuration :	5 849 K€
- Autres frais liés au personnel :	78 K€
- Indemnités d'assurance :	1 970 K€

Notes sur le compte de résultat

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Résultat exceptionnel

	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	638 321	2 000
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 548 417	28 800
Reprises sur provisions et transferts de charge	12 440 083	4 362 886
Total des produits exceptionnels	14 626 821	4 393 686
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	6 034 106	2 979 594
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 364 813	320 617
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	166 908	14 681 958
Total des charges exceptionnelles	8 565 827	17 982 168
Résultat exceptionnel	6 060 994	-13 588 482

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	127 876	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 906 229	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	256 073	
Autres charges	2 108 740	
Amortissements dérogatoires	30 849	
Provisions pour risques et charges	136 059	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		638 321
Produits des cessions d'éléments d'actif		1 548 417
Amortissements dérogatoires		177 551
Provisions pour risques et charges		7 933 250
Provisions pour dépréciation		4 329 281
TOTAL	8 565 827	14 626 821

CHARGES EXCEPTIONNELLES :

Le poste "Autres charges exceptionnelles sur opération de gestion" : 6 M€ est principalement constitué des coûts de restructuration hors coûts de personnel.

Le poste "Autres charges" : 2 M€ est principalement constitué des indemnités salariales liées à la restructuration.

PRODUITS EXCEPTIONNELS :



Notes sur le compte de résultat

Le poste "Reprise de provisions" : 12 M€ se rapporte à la reprise sur provisions liées au PSE dont 7M€ de coûts sociaux.

Résultat et impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après impôt
+ Résultat courant	-26 357 740		-26 357 740
+ Résultat exceptionnel	6 060 994		6 060 994
- Participations des salariés			
Résultat comptable	-20 296 746		-20 296 746
(*) comporte les crédits d'impôt (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			

Notes sur le compte de résultat

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés de 25 %, fait ressortir une créance future d'un montant de 1 063 820 €. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	883 341
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	883 341
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	5 138 621
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	5 138 621
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Montant de la créance future	1 063 820
$(A - B - C - D) * 25 \%$	

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 04/01/1999, la société SAS KDI est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS ANON FRANCE HOLDING, 1 Mail de la Petite Espagne 932210 SAINT DENIS.

La société est intégrée fiscalement dans le cadre du régime de groupe constitué en application des articles 223A et suivants du CGI.

Dans le cadre de cette intégration, les relations entre la société tête de groupe KDI sont réglées par une convention signée le 4 janvier 1999, qui a été renouvelée par tacite reconduction.

Le principe général retenu dans cette convention peut être résumé comme suit :

- . Les sociétés intégrées seront toujours, dans la mesure du possible, replacées dans une situation patrimoniale identique à celle qui aurait été la leur si le régime d'intégration n'avait pas existé.
- . Toutes les charges complémentaires résultant de l'application du régime seront à la charge de la société tête de groupe, celle-ci bénéficiant, en contrepartie, des économies que le régime pourra générer.



Notes sur le compte de résultat

Déficits reportables

	Dans le cadre de l'intégration fiscale	Dans le cadre d'une imposition séparée
(A) - Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent		436 748 600
(B) - Déficits imputés		
(C) - Déficits reportables (A-B)		436 748 600
(D) - Déficits nés au titre de l'exercice		24 490 557
(E) - Total des déficits restant à reporter (C+D)		461 239 157



Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

Le 3 octobre 2024, KDI a communiqué par courrier à l'ensemble des Collaborateurs de KDI Davum de son intention de vendre la société KDI Davum.

Le 12 novembre 2024, les sociétés KDI et KDI IMMOBILIER ont accepté une lettre d'intention d'achat de la société KDI DAVUM.

La société a transféré son siège social d'AUBERVILLIERS (93) - 173/179 boulevard Félix-Faure, à SAINT-DENIS (93) - 1 Mail de la Petite Espagne à effet du 1er janvier 2025.

Effectif

Effectif moyen du personnel : 501 personnes dont 20 apprentis.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	113	
Agents de maîtrise et techniciens	174	
Employés	116	
Ouvriers	98	
Total	501	

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : HIERROS ANON

Forme : SA

SIREN : A15077704

Au capital de : 60 101 euros

Adresse du siège social :

Paseo del club Deportivo 1, Edificio 15A, planta 1
28223 Pozuelo de Alarcon – ESPAGNE



Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
<i>Cautions sur marchés</i>	64 942
<i>Garanties internationales</i>	220 000
Avals et cautions	284 942
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	284 942
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	



Autres informations

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
<i>Cautions reçues de la clientèle</i>	2 072 337
Avals et cautions	2 072 337
Autres engagements reçus	
Total	2 072 337
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	